

Qu'attendre de la Russie ?

La plus grave question posée dans la politique de guerre des puissances alliées est aujourd'hui — personne n'en doute — celle de l'organisation défensive de la Russie. La chute de Riga lui donne une gravité qui ne peut échapper à aucun des peuples dont le sort dépend de l'issue du formidable conflit provoqué par les empires allemands.

Qu'est-ce que les armées et le gouvernement du Kaiser vont faire de leur victoire ? Vont-ils l'exploiter au point de vue militaire par une marche sur Petrograd ? Vont-ils se contenter d'agir dans les régions qui, dès maintenant, leur sont ouvertes et préparer ainsi des opérations futures sur la capitale dont ils ont toujours rêvé de s'emparer ? Il est probable qu'ils cumuleront l'action militaire et l'action politique, se servant de leur succès pour intensifier leur œuvre d'anarchie et de destruction dans l'immense territoire dont ils occupent d'importantes avenues, travailleront avec la force accrue dont ils disposent les populations qui tendent au séparatisme et, tout en poursuivant une avance méthodique à laquelle aucune résistance sérieuse ne s'oppose, s'efforceront de réduire l'ancien empire des tsars à une impuissance totale en achevant sa décomposition.

Que rencontrent-ils en face d'eux pour faire échec à leurs tentatives ? Un gouvernement dont le chef est plein d'orgueil et dont tous les membres sont bien intentionnés, un général en chef d'armée qui voit clairement le péril et qui le dénonce en faisant connaître les moyens de le conjurer, une opinion publique dont toutes les parties saines s'inquiètent et comprennent la nécessité de s'unir pour le salut commun. C'est évidemment quelque chose, c'est même beaucoup, et cela suffirait si ces éléments étaient les plus forts et si tout ce qui constitue les forces opposées devait se briser contre eux. Peut-on le prévoir ?

Le fameux Soviet, dont nos missionnaires socialistes partis pour le convertir à des idées rationnelles et convertis eux-mêmes par lui sont revenus si enthousiastes, est la cause originaire du mal. C'est une vérité démontrée par les faits qu'il a livrés la défense russe à l'Allemagne le jour où il a créé les comités de soldats dans chaque régiment et fait d'eux les directeurs et les maîtres de l'administration et du commandement des troupes. Une armée ne s'organise pas comme une société coopérative ou, pis encore, comme une bande d'amateurs où tout le monde gouverne, où il n'y a ni inférieurs, ni supérieurs, où chacun se comporte à sa guise, où toute notion de devoir et de respect est considérée comme une déchéance, où toute obligation est repudiée comme contraire à l'égalité. L'énormité de cette concep-

tion suffirait à la condamner d'avance comme aussi funeste qu'absurde. Cependant, elle a été subie comme une régie par les hommes qui recueillirent soudainement l'héritage du tsar Nicolas. Maintenant encore, elle pèse sur eux et sur la Russie comme un poids qui les écrasera et mettra leur patrie en morceaux s'ils ne savent pas s'en dégager sans perdre une minute. Le soudit Soviet a beau multiplier les appels aux troupes, les proclamations énergiques, les déclarations empreintes du plus louable patriotisme. Ce ne sont que des mots, comme tous les discours qu'on prodigue si abondamment en tous pays depuis le début de la guerre, s'ils ne correspondent pas à des actes immédiats et à des solutions pratiques.

Or, il n'y a d'actes saluaires et de mesures capables de sauver la Russie que ceux qui sont déclarés nécessaires par le général Korniloff et reconnus tels par Kerensky : rétablissement d'une armée disciplinée et hiérarchisée, respectueuse de ses chefs, décidée à leur obéir, ayant le sentiment du devoir, animée de l'esprit de combat, prête à tous les sacrifices et soumise aux lois sévères sans lesquelles elle n'est qu'une troupe anarchique.

Qui s'oppose à la constitution de cette armée ? Le Comité même qui a institué la désorganisation des régiments, l'indiscipline et la mutinerie et grâce auquel on a vu — c'est le général Korniloff lui-même qui le dit — des soldats fuir leurs commandants, des régiments abandonner le front, des divisions s'enfuir devant l'offensive ennemie, le désordre se généraliser de telle manière que le ravitaillement devient hypothétique, que la production du matériel de guerre est incertaine et que les chemins de fer sont menacés de ne plus fonctionner.

Il suffit de montrer ces périls pour faire comprendre à quel point l'Allemagne est intéressée à développer l'influence de ceux qui en ont la responsabilité. Aussi recourra-t-elle à toute sa puissance d'intervention et de propagande pour disloquer le gouvernement russe, faire désavouer Korniloff, renverser Kerensky, hisser au pouvoir Lenine et sa bande soudoyée d'énergumènes, jeter la Russie dans la guerre civile par l'explosion d'une révolution nouvelle.

C'est d'abord la Russie que cela regarde, car c'est en premier lieu d'elle qu'il s'agit, et même si elle venait à nous manquer complètement, notre cause ne serait pas pour cela menacée de succomber. Mais c'est aussi de nous et de nos alliés, et l'aime à supposer que notre action à Petrograd s'exerce en conséquence, je voudrais pourtant en être assuré.

S. PICHON.

LE PATRIOTE RUSSE LEBEDEFF

Le gérant du ministère de la Marine russe, M. Lebedeff, qui vient de donner sa démission pour se consacrer à la formation de corps de volontaires, en accord avec le généralissime Korniloff, est une figure des plus intéressantes. Notre collaborateur Albert Londres a connu M. Lebedeff à Salonique, alors qu'il était lieutenant de la légion étrangère ; il évoque pour nous dans cet article quelques souvenirs de ce patriote qui aiderait peut-être à comprendre l'âme de la nouvelle Russie dirigeante.

Un soir, à Salonique, un ami me présentait un lieutenant, il portait l'uniforme français et la croix de guerre. Son nom, comme toujours, se perdit dans les moutures de l'introduction, je n'en dis pas moins :

— Enchanté.

Et l'on s'assit.

On parla. L'officier français à la croix de guerre s'exprimait parfaitement dans notre langue mais avait un accent affecté. Comme je m'en étonnais.

— Notre ami est Russe, reprit l'introduit.

— Alors, dis-je, répétez-moi le nom, car j'étais distrait.

L'officier à la croix de guerre se repré-

sentait lui-même :

— Lebedeff.

On alla dîner ensemble.

Lebedeff était jeune, les yeux trou-

blants. Qu'il fût, il donnait l'impression d'être ailleurs, il semblait vivre d'une autre vie que de celle qu'il vivait.

On devint tout de suite camarades.

— Vous êtes Français, me disait-il avec envie. Ah ! la France, mon ami !

Et, dévoilant son caractère mystérieux, sans transition il ajoutait :

— Moi, je vivais en Italie.

On dinait. Il se mit à parler bizarrement. Il sautait d'un sujet léger aux grands problèmes sociaux. Et ces problèmes il les traitait avec une fantaisie déroutante.

Cependant, parfois, un mot profond perçait. Ce mot s'échappait d'une telle atmosphère que, malgré sa justesse, il fallait le peser plusieurs fois en dedans de soi pour constater qu'il n'était pas faux.

Je le revis. Une nuit il me prit par le bras et tout le long de l'avenue de la Reine-Olga m'accompagna trois kilomètres.

— Vous avez fait la guerre russo-japonaise, lui dis-je ?

— Oui.

— D'une façon épouvantable, même !

Et comme s'il répondait directement à ma question, du même ton il répliqua :

— L'avenir est un haut fourneau, il est bien difficile de savoir ce qui s'y cuit. Et pourtant, je m'en doute.

M. RIBOT offre la démission du Ministère

M. Poincaré demande un délai pour l'accepter

Nous avons dit que M. Ribot désirait faire un remaniement de son cabinet, qui lui était demandé par certains groupes du Parlement.

Le Conseil des ministres s'est réuni, hier, à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré, puis un Conseil de cabinet a été tenu où, après une discussion qui n'a pas été très longue, M. Ribot, d'accord avec ses collègues, a décidé de présenter au chef de l'État la démission du cabinet.

La note officielle suivante a été alors communiquée :

Les ministres se sont réunis, hier, à l'Élysée, sous la présidence du Président de la République et se sont entretenus des affaires courantes.

A l'issue du Conseil des ministres, s'est tenu un Conseil de cabinet présidé par M. Ribot.

Après examen de la situation, les ministres ont décidé, à l'unanimité, de remettre leur démission au Président de la République.

M. Poincaré a prié le président du Conseil de ne lui remettre sa démission et celle du cabinet que le jour où les présidents des Chambres seront de retour à Paris, et où il pourra procéder aux consultations nécessaires.

MM. Antonin Dubost et Paul Deschanel, présidents du Sénat et de la Chambre des députés, qui étaient absents de Paris, ont été rappelés par télégramme.

A LA CHAMBRE

Cette note a provoqué dans les milieux politiques, et notamment au Sénat et à la Chambre, un vif étonnement.

On se demandait au Palais-Bourbon si avant que des décisions fussent prises par le groupe socialiste qui devait se réunir à deux heures de l'après-midi, pour se prononcer sur la participation des socialistes au gouvernement, des influences ne s'étaient pas manifestées. On disait les socialistes eux-mêmes étaient très divisés sur cette participation.

Le groupe socialiste fixe les conditions de son concours

Enfin, à sept heures du soir, le communiqué suivant était donné :

Le groupe socialiste déclare que conformément aux décisions antérieures du parti, il n'est prêt à une collaboration gouvernementale qu'à la condition que les plus vigoureux fixant les mesures les plus énergiques et les conditions les plus favorables dans l'ordre militaire et dans l'ordre économique, sauvegardant les libertés publiques et ouvrières qui ne sauraient être menacées par la défense nationale, et affirmant aussi dans la politique internationale en vue de la paix juste et durable la volonté d'écarter les méthodes de diplomatie secrète, de maintenir les buts de guerre des Alliés dans les limites des revendications du droit.

Le groupe déclare que dans ces conditions c'est avec des délégués régulièrement mandatés que devront être discutés et son concours et les garanties qu'il entend trouver pour fortifier la défense nationale elle-même.

L'ordre du jour qu'on vient de lire avait été présenté par M. Renaudel. Il réunit 29 voix.

Il y en avait trois autres : l'un de M. Moutet, qui obtint 6 voix et qui accordait une confiance limitée au gouvernement actuel, et deux autres de MM. Pressimane et Alexandre Blanc, ce dernier député kienthalien, qui la refusaient nettement. Le premier obtint 16 voix, le second 4.

D'autre part, la commission administrative permanente appelée à voter séparément sur ces motions a donné à la motion Renaudel, 11 voix ; 2 à celle de M. Moutet, 9 à celle de M. Pressimane et 2 à celle de M. Alexandre Blanc.

Le groupe a désigné une délégation composée de MM. Albert Thomas, Renaudel, Moutet, Adrien Veber et Hubert Rouger, qui entrera en pourparlers avec le gouvernement jusqu'à la solution de la crise et qui siégera en permanence à la Chambre.

Les démarches de M. Ribot

Le délai demandé par le Président de la République pour accepter la démission du cabinet est un délai protocolaire. M. Poincaré tenant à consulter M. Antonin Dubost, président du Sénat, actuellement à Paris, et M. Paul Deschanel, président de la Chambre, actuellement en Italie, sur la solution à donner à la crise.

Mais ces consultations sont elles-mêmes protocolaires, car, nous l'avons dit, M. Ribot a déjà, depuis plusieurs jours, commencé ses consultations en vue de la reconstitution de son cabinet, ce qui implique qu'il était autorisé à négocier en vue du remaniement de son ministère.

Rappelons, ainsi que nous le disions hier, qu'aucune modification n'est envisagée en ce qui concerne les titulaires des portefeuilles de la Guerre, de la Marine, de l'Armement et du Commerce et que M. Steeg, qui, actuellement, détient deux portefeuilles, conserverait l'intérieur. Enfin, ainsi que nous l'avons dit, trois nouveaux députés socialistes

Enfin, on parle de l'entrée dans le cabinet

Mais ce n'est que lorsque MM. Antonin Dubost et Paul Deschanel, mandés télégraphiquement, auront été consultés par le Président de la République, c'est-à-dire aujourd'hui ou, au plus tard, demain dimanche, que M. Ribot recevra la mission officielle de former le nouveau cabinet et qu'il pourra lui-même faire des offres officielles à ses futurs collaborateurs.

LES DIFFICULTÉS de la retraite russe au nord de Riga

Petrograd, 7 Septembre. — De l'avis des critiques militaires, l'évacuation de Riga a été, au point de vue stratégique, une opération très difficile. Le repli des troupes russes se fait par un étroit passage entre les lacs Kisk et Egel, large de moins de deux kilomètres. Cette opération s'est effectuée sous un feu intense de l'artillerie ennemie. Il faut signaler que les éléments russes se sont montrés au cours de leur repli, au-dessus de tout éloge. Les unités d'arrière-garde passaient d'un moment à l'autre aux contre-attaques. Nous ne pouvons indiquer que deux régiments qui n'ont pu opposer une résistance suffisante à la progression de l'ennemi. Les éléments lettons ont acquis une gloire historique.

Selon la direction des attaques de l'ennemi, on est fondé à croire qu'il avance en trois colonnes.

La première colonne avance d'Oust-Dvinsk vers le nord-est, le long du littoral du golfe de Riga. Son but serait d'éloigner les Russes du littoral pour couper les communications avec les unités occupant la région de Pernoff.

La seconde colonne se dirige vers la chaussée de Pskoff entre Redepois et Hinzemburg.

La troisième colonne avance vers le sud-est, dans la direction de Rejizla.

Actuellement, on peut attendre une action décisive de la part de la flotte russe de la Baltique.

L'ennemi se hâte évidemment avant l'automne, qui, par suite des difficultés de communications et de circulation sur les mauvaises routes russes, peut annuler les premiers succès.

Grâce aux mesures prises à temps, l'évacuation des administrations et des banques s'est opérée d'avance dans un ordre parfait.

Combats d'arrière-garde

Petrograd, 7 Septembre. — (Officiel). — Dans la direction de Riga, région de Zegwood, il y a eu des engagements entre nos arrière-gardes et la cavalerie ennemie. En dehors de cela, il n'y a rien d'intéressant à signaler.

Sur le reste du front fusillade.

Bataille navale imminente

Petrograd, 7 Septembre. — (Officiel). — Au sud de Pernoff, des dragueables ennemis ont jeté des bombes sans résultat dans la journée du 3 septembre. Des sous-marins allemands ayant pénétré dans le golfe de Riga ont canonné la côte sur trois points. Quarante gros projectiles ont été lancés sur le village de Kaiduki ; une femme et une fillette ont été blessées.

Dans la même journée, un sous-marin ennemi a attaqué le transport Linol sur lequel ils ont lancé environ 20 projectiles. Bien que n'ayant à bord que des canons de 37 mm, le transport a engagé la lutte avec le sous-marin et l'a contraint à s'immerger. Nous avons eu deux blessés. Nos chaloupes canonnières... torpilleurs sont restés jusqu'au dernier moment et en parlant ont emmené avec eux les vaisseaux et tout le matériel flottant de la forteresse ainsi que du port de Riga. Nos vaisseaux gardent l'entrée du golfe de Riga et sont prêts à accepter la bataille avec l'ennemi.

La guerre aérienne

Petrograd, 7 Septembre. — (Officiel). — Au cours de la nuit du 6 septembre, nos pilotes ont attaqué la gare de Baranovitchi sur laquelle ils ont jeté 60 pouds de bombes. Dans la région sud-est du lac Mlad, notre artillerie a abattu un avion ennemi qui est tombé dans nos lignes, près du village de Boiary. Les occupants ont été faits prisonniers.

Dans la soirée du 6 septembre, une escadrille ennemie a lancé des projectiles dans la région de Zamari.

COMMUNIQUÉS FRANÇAIS

7 Septembre, 14 heures.

Sur le front de l'Aisne, nous avons repoussé un coup de main ennemi au sud d'Ailles.

La lutte d'artillerie a pris une assez grande intensité au cours de la nuit dans la région de Souain et sur les deux rives de la Meuse.

7 Septembre, 23 heures

Aucune action d'infanterie au cours de la journée. Les deux artilleries se sont montrées actives, en divers points du front, notamment à l'est de Vauxaillon, en Champagne, dans la région des Monts et sur les deux rives de la Meuse.

SUR LE FRONT DE L'ISONZO

Premier Autrichien. — Nous flions !

Deuxième Autrichien. — C'était fatal... avec les Macaronis !



BATAILLE ACHARNÉE pour la possession du San Gabriele

Rome, 7 Septembre. — (Officiel). — Au nord-est de Gorizia, bien que subissant depuis quelques jours des pertes très élevées, l'ennemi oppose une résistance désespérée à notre pression qui continue énergiquement.

Pendant la journée d'hier nous avons capturé trois officiers et 201 hommes de troupes.

Sur le Carso, des actions de détail et des bombardements intenses ont fait suite aux combats acharnés des jours précédents.

Nos avions ont semé à plusieurs reprises la destruction et le désordre sur les batteries ennemies du bois de Panovici et de Panovizza, dans la Selva de Tarnova, et sur l'arrière des lignes ennemies du Carso.

Le San Gabriele pris et repris et la lutte continue

Genève, 7 Septembre. — Ainsi qu'on peut le voir par les communiqués autrichiens des 5 et 6 septembre, la lutte, engagée sur le San Gabriele comptera parmi les plus dures et les plus fertiles en péripéties de cette guerre.

De ces communiqués il résulte très nettement que, dans leur attaque du 4 septembre, les Italiens, brisant dans un élan irrésistible la résistance acharnée de l'ennemi, l'avaient chassé complètement de la hauteur et en avaient pris possession. C'est ce qui permit aux dépêches officielles d'affirmer très justement la prise du San Gabriele. Toutefois, le général Cadorna procédant à la circonstance avec sa prudence coutumière, ne voulut annoncer le succès qu'il avait obtenu qu'après avoir subi l'épreuve des contre-attaques qu'il prévoyait.

Les Autrichiens avaient, en effet, trop intérêt à empêcher l'ennemi de conserver cette position pour ne pas essayer par des efforts surhumains de la reprendre. Ils lancèrent donc à l'assaut toutes leurs meilleures troupes qu'ils tenaient en réserve et après des combats terribles qui se prolongèrent de nuit et de jour ils parvinrent, d'après ce qu'ils assurent, à reprendre le terrain conquis par l'adversaire. Mais en raison de l'extraordinaire énergie dont les Italiens font preuve dans ce terrible combat, ce que les Autrichiens annoncent aujourd'hui, pourrait bien ne plus être exact demain, car la lutte continue avec violence.

Voici en quels termes le haut commandement autrichien rend compte des combats dont le San Gabriele est le théâtre. Le 6 septembre il dit :

Le mont San Gabriele est de nouveau, depuis les premières heures de la journée d'hier le centre d'une bataille qui atteint la plus grande violence. L'ennemi s'est lancé à maintes reprises à l'assaut de la crête du mont qui, plusieurs fois est tombé en sa possession pour être reconquis peu de temps après par notre glorieuse infanterie. Le combat soutenu de part et d'autre avec la plus grande opiniâtreté se continue d'heure en heure avec une violence non diminuée.

Le communiqué du 7 septembre s'exprime ainsi :

Il y a eu hier deux jours que les Italiens ont commencé leur grande attaque contre le mont San Gabriele. Pendant de nombreuses heures, le puissant bombardement d'une artillerie considérable et de lance-bombes a été dirigé contre nos positions de hauteurs. Sur un espace restreint, l'infanterie, forte d'un million huit cent mille hommes, s'est lancée à l'assaut jour et nuit.

La lutte a atteint hier son maximum d'intensité. Dans des combats aux alternatives diverses, la crête de la montagne changeait de mains de possession, mais l'ennemi, qui voulait obtenir un succès sensationnel, s'est réjoui trop tôt. De violentes contre-attaques furent lancées contre l'ennemi et lui arrachèrent de nouveau le terrain qu'il avait tout d'abord conquis. Hier, à midi, San Gabriele était de nouveau tout entier entre nos

Général BERTHAUT.

Une série de mensonges allemands sur les responsabilités de la guerre

Nouvelles déclarations du chancelier Michaelis

Amsterdam, 7 Septembre. — Dans une interview accordée à un représentant de la presse allemande, le chancelier a fait la déclaration suivante au sujet des révélations du procès Soukhomlinoff :

Les déclarations de l'ancien ministre de la Guerre russe et du chef de l'état-major sont de la plus grande importance. Elles auront pour effet de détruire la légende suivant laquelle l'Allemagne est coupable d'avoir commencé la guerre et elles modifieront l'opinion de l'Europe si, d'ailleurs, la publication des rapports est permise.

Le moment auquel ces révélations sont faites est d'autant plus favorable que nous venons de prendre connaissance de la réponse américaine à la proposition de paix du Pape. Dans un récent discours, M. Lansing, le gouvernement allemand est décrit comme un gouvernement irresponsable qui cherchait secrètement à dominer le monde, qui, ayant choisi son moment, exécuta ses projets soudainement et cruellement, et infligea le grand content du sang, non seulement des soldats, mais de femmes et d'enfants.

Quand le gouvernement américain adopta ces accusations forgées par l'Entente, il n'avait apparemment pas connaissance des débats du procès Soukhomlinoff, autrement son jugement eût été complètement différent. Il est irréfutablement établi que l'Allemagne n'a pas choisi son moment pour déclarer la guerre, mais que ce moment a été choisi, au contraire, par le parti militaire entourant le tsar.

Le chancelier ajouta :

Jusqu'au dernier moment, dans les télégrammes échangés avec le tsar et le roi d'Autriche, l'empereur fit tous ses efforts dans l'intérêt de la paix.

« L'Allemagne ne désirait pas la guerre »

Ce qui constitue l'importance des révélations, c'est qu'elles prouvent que le tsar, qui avait à choisir entre la paix ou la guerre, arriva à la conclusion, grâce aux efforts de l'empereur, que l'Allemagne ne désirait pas la guerre, et la conséquence de cette conviction fut que le tsar donna l'ordre d'annuler les ordres de mobilisation mais aucun cas ne fut fait de cet ordre et même celui-ci fut contrecarré par deux criminels qui n'obéirent pas aux commandements du tsar. Le tsar ordonna au général Januschkevitch de donner à l'ambassadeur allemand l'assurance que les vœux de la Russie étaient en faveur de la paix. M. Sazonov empêcha l'ex-

de la Haye, tandis que la Russie continuait activement les préparatifs de guerre.

En relation avec ceci l'importance du télégramme du tsar à l'empereur le 30 juillet, annonçant la mobilisation russe, est évidente. La promesse de cette mobilisation qui, suivant l'hypothèse de 1912, signifiait la guerre avec l'Allemagne, était une défense contre les préparatifs autrichiens. Le tsar annonçait également la visite du général Tschoukitch, avec une lettre au tsar, l'empereur. On avait le général Tschoukitch ? Son départ fut-il empêché par le général Soukhomiloff ou M. Jamschikewitch, ou l'annonce de cette visite était-elle destinée seulement à leurrer l'Allemagne et à faire croire qu'elle était en sécurité ?

Justifications boches sans fondement

L'Allemagne a été obligée d'entrer en guerre pour la défense de son existence, parce qu'elle était menacée par les résolutions de la Russie et de la France, qui étaient évidentes de butin et de puissance et voulaient la détruire ; et parce que le royaume insulaire au delà de la Manche estimait qu'il s'agissait dans cette lutte de l'importance de l'Europe, ainsi qu'il est dit dans l'ouvrage de M. Jamschikewitch.

L'Angleterre n'aurait pas eu à se justifier cette agression qu'elle croyait menacée. C'est pour cette raison qu'elle soutint les voisins de l'Allemagne dans leur politique belliqueuse, car le but était la guerre. Si le gouvernement n'avait pas eu cette attitude, elle avait été vaincue, alors l'Allemagne n'aurait pas pendant ces quatre-vingt dernières années écoulées depuis sa dernière guerre avec la France, laissé échapper les occasions de commettre la guerre dans des conditions plus favorables. Il y eut, dans ce laps de temps, des moments où la France fut impuissante, mais il y eut également des moments où l'Angleterre, la Russie et d'autres pays étaient parvenus à des guerres avec l'Allemagne. Mais nous sommes obligés de maintenir, comme le fait le comte, un jour, M. Lloyd George lui-même, par suite de notre position menacée au cœur de l'Europe.

Leurs buts de guerre

Seule la volonté funeste des agitateurs criminels nous a forcés à entrer dans cette guerre défensive pour notre vie et notre liberté. Aucune note américaine ne peut changer cette vérité historique qui est décelée par la confirmation par le général Soukhomiloff, par M. Jamschikewitch, par la note parvenue, par d'autres, moins ébranlée, notre détermination de combattre dans une harmonie loyale entre la Couronne et le peuple pour nos buts de guerre, notamment : les droits sacrés de l'indépendance, la liberté, son développement pacifique futur ; buts pour lesquels nos héros combattent et versent leur sang depuis plus de trois ans.

Réplique au Chancelier

L'interview du chancelier dont l'objet évident est de remettre en question les responsabilités de la guerre et de réserver les liens qui attachent encore le peuple allemand à la dynastie des Hohenzollern n'arrive guère qu'à convaincre à l'égard du baron ou le gouvernement impérial.

La lumière est faite depuis longtemps sur les événements qui ont précédé le conflit actuel et qui démontrent d'une manière irréfutable la volonté froide et arrêtée de l'Allemagne. Il suffit de rappeler la proposition d'arbitrage de sir Ed. Grey en date du 24 juillet, les efforts de la Russie, toujours paralysée par l'Allemagne, pour amener l'Autriche à discuter devant l'Europe son différend avec la Serbie, les offres d'arbitrage de Nicolas II. On sait aussi que le 1^{er} août l'Autriche finit par consentir à discuter avec la Russie le fond du différend, mais cette acceptation pouvant emmener la paix, l'Allemagne, aussitôt, se hâta de sommer la Russie de démissionner dans les douze heures, rendant par là impossible à l'empereur Nicolas de suivre l'impulsion qui l'avait amené, le 20 juillet, à envisager une démission.

Il est clair que la démission avait été prescrite si l'Autriche avait, de son côté, fait un pas, mais au moment où ce pas est fait par l'Autriche, l'Allemagne intervient pour en détruire l'effet.

Le retard mis pour exécuter la démission que l'empereur Nicolas avait eu en vue et que le chancelier Michaelis tire de si étranges conclusions, n'est visible ment qu'un subterfuge pour masquer des intentions trop évidentes de l'Allemagne. Il ne change rien au fond du procès.

Les Frères et Sœurs de guerre

Un arrêté du ministre de l'Intérieur, en date du 20 août 1917, vient d'accorder « l'autorisation » à l'œuvre des « Frères et Sœurs de guerre », union des familles françaises et alliées, 9, rue Lafayette, à Paris, dont le but est humanitaire et d'aider chaque mois les mères, veuves, enfants de nos héros morts pour la patrie.

Plus de six mille orphelins, dont deux mille ont des « frères et sœurs de guerre » qui leur apportent le réconfort moral et leur fournissent en outre vêtements, livres, etc., ont déjà été aidés par cette belle œuvre.

Les témoignages de reconnaissance ne manquent pas ; voici ce qu'écrivit Mme Vve Gosselin :

« Je vous écris ces deux mots pour vous remercier de l'envoi de la somme d'argent que j'ai fait entrer tout de suite à mon fils pour rembourser son bachelier ».

Médisance, je vous remercie ainsi que toutes les personnes qui prennent part à votre belle œuvre de toutes les bonnes que vous avez eues pour moi enfant depuis la mort de son père.

L'œuvre des « Frères et Sœurs de guerre » fait appel à la généreuse charité du public pour recevoir des dons lui permettant de secourir les veuves et les orphelins de la guerre qui viennent, chaque jour en plus grand nombre, lui demander aide.

LES PETITS BLEUS DE LA 8^{me}

DEUXIÈME PARTIE
LA DAME EN GRIS

III. — Où nous arrivons à point (Suite)

Bah ! s'écria Fauchoux, à quel bon nous forger de ces idées ?... Nous parlons pour ne rien dire... Attendons pour nous dissoler d'être fixés sur le sort de ce pauvre Papa. Jusqu'alors tout a marché assez bien, il me semble. On dirait que nous avons autour de nous une bonne idée qui nous protège.

Mais toi, Fauchoux, a raison. Jusqu'à présent, nous n'avons pas eu trop à nous plaindre de notre sort. Nous sommes passés par de rudes épreuves, nous avons plus de vingt fois fait la mort, et cependant, nous sommes encore là. Je finis par croire que nous sommes vaincus. Comment expliquer, en effet, ces heureux concours de circonstances qui a fait que nous nous sommes toujours tirés des situations les plus compliquées ?

Les uns appellent ça du hasard, d'autres de la veine... Moi, j'en arrive à me persuader que la chance a une raison, qu'un être invisible la guide à son gré et qu'elle favorise surtout ceux qui ont foi en elle.

Elle a pour compagne l'énergie et je suis convaincu que cette dernière est pour beaucoup dans la bonne chance.

Nous autres, soldats, qui n'avons plus personne autour de nous pour nous consoler, pour nous rappeler le moral quand nous nous sentons envahis par le cafard, nous aimons attribuer une vertu particulière à certains mots. C'est ainsi que nous avons adopté cet adjectif « vert » qui résume bien les pensées et les espoirs du poilu. Être vert, c'est avoir la peau glissante, lisse comme un miroir, une peau sur laquelle tout glisse sans s'y arrêter, même les balles !

Celui qui a plusieurs fois échappé à la mort, qui a passé sans accroc au milieu des projectiles, celui-là c'est un « vert ». Il semble que rien ne puisse plus l'atteindre et son audace est merveilleuse. Le mot s'est implanté chez nous avec une telle force que les officiers eux-mêmes ne se font pas faute de l'employer et il n'est pas rare qu'un lieutenant ou un capitaine dise à des hommes qu'il désigne pour une mission dangereuse : « Allons, en avant, les verts ! »

Fauchoux s'est assis le long d'un mur et tout en raillant sur les orpècles de son sac, fredonne d'un air affreux une airaille :

Elle était belle... Je l'aimais
Et tout d'elle, ce que je sais.

Ces paroles font sur moi un effet étrange et sans bien me rendre compte de ce qu'elles peuvent signifier, je les répète à voix basse... Je trouve à ces deux vers

MARION INTERROGÉ par le capitaine Bouchardon

Le capitaine Bouchardon, rapporteur près le 3^e conseil de guerre, a entendu, hier, Marion, coadministrateur du Bonnet Rouge, avec Duval, pendant trois longues heures.

L'interrogatoire a commencé à 3 heures de l'après-midi, ne s'est en effet terminé qu'à 6 h. 30, entrecoupé seulement de vingt minutes de répit, pendant lesquelles le capitaine rapporteur a conféré avec M. Faralicq, commissaire aux délégations judiciaires, qui était venu lui remettre de nouveaux documents.

Marion, que M. Paul Maurier, député de l'Aube, se refuse à assister, a désigné un autre avocat dont il attend la réponse.

Les questions nombreuses posées par le capitaine Bouchardon à Marion sont complétement identiques, à quelques variantes près, à celles qu'il a déjà posées à Duval.

C'est le même dossier, nous disait, hier, une haute personnalité judiciaire, car les deux associés étaient indissolublement unis et solidaires. Ils se comprenaient à merveille, l'un complétant l'autre.

C'est dire qu'il faut classer et souligner toutes les contradictions, besoins infiniment délicats et qui fera traîner l'enquête pendant plusieurs jours encore.

Marion, malgré les embarras gastriques et les troubles nerveux dont il se plaint, a, en effet, donné l'impression d'un débiteur complexe, maître de ses réponses, et particulièrement retenu.

Les réponses qu'il a faites en Suisse et en Espagne, il les justifie à sa fantaisie, et les dit nécessaires par ses relations vinicoles. Quant aux rapports qu'il rédigeait en collaboration avec Duval, ils étaient purement et simplement d'ordre économique, et « susceptibles de servir la défense nationale » si on les avait examinés avec plus de considération.

Tel est son premier système de défense.

Ajoutons qu'après avoir terminé son premier interrogatoire, le capitaine Bouchardon l'a autorisé à s'entretenir avec sa sœur, pendant quelques minutes, dans son cabinet, puis le garde, pour le soumettre à l'attention, à la fois, pour un couloir de Tobé.

Quant au capitaine Bouchardon, il s'est formellement refusé à fournir le moindre renseignement.

— Parlez des héros de Balzac et des champions vénérés, a-t-il dit en riant, et n'oubliez pas que je suis militaire.

Marion voulait être député

Sait-on que Marion fut candidat aux élections législatives ? Il le fut, en effet, en 1910, dans la deuxième circonscription de Saint-Denis (Seine), dans des conditions particulièrement défavorables.

Dans sa profession de foi, répandue à profusion, ainsi que sa revue vinicole consacrée à son programme, il préconisait, entre autres réformes, l'impôt global et progressif sur le revenu, en même temps qu'il promettait d'exterminer « l'engorgement des buveurs d'eau ».

Il visita toutes les communes de la circonscription, multipliant les invitations et les banquets électoraux, avec l'espoir de décrocher l'échec de parlementaire.

Hélas ! grande fut sa déception, quand la sous-préfecture communiqua le résultat du scrutin.

Marion n'avait obtenu que vingt-cinq voix, alors qu'un candidat fantaisiste, — type légendaire dans les Vosges où il se réclamait de saint Gilbert, — en obtint cinquante.

Dans sa lettre de remerciements aux électeurs, Marion ne laisse pas percer son dépit. Il se borne à composer son échec à ceux qu'il avait connus Balzac et Ernest Renan.

LA MORT D'ALMEREYDA

Nouvelle confrontation de témoins

M. Joseph Drioux, juge d'instruction, après avoir pris connaissance du troisième mémoire de M. Paul Jénot, avocat de Mme Clair-Almèreyda, dans lequel il accusait formellement le prisonnier-infirmier Bernard d'être l'auteur de l'homicide, avait convoqué, hier matin, le gardien Hénin qui a confronté avec Goldstein, autre détenu affecté aux services de l'infirmerie.

L'interrogatoire s'est prolongé jusqu'à midi, sans dissiper les obscurités qui entourent le mystère de Fresnes. Le gardien Hénin, dont on connaît les contradictions et les mensonges qui lui sont reprochés par le juge d'instruction (et par la partie civile), ne s'est pas dégonflé des dépositions qu'il avait faites précédemment, dans un mémoire que le Petit Journal a publié le premier.

Il a persisté à affirmer qu'il avait trouvé le détenu Almèreyda, dans son lit, couché sur le côté gauche et, en possession de toute sa lucidité d'esprit. D'autre part, il a affirmé avec énergie que l'« avoir pas dépendu ».

Le prisonnier Goldstein, qui avait accès dans la galerie, a déclaré, à son tour, que la porte de la cellule d'Almèreyda n'était ouverte que par le gardien de service.

Nous pourrions savoir, que M. Joseph Drioux, après avoir entendu une dernière fois les principaux témoins qui ont assisté à la mort d'Almèreyda, serait formellement décidé à clore l'enquête ; mais M. Paul Morel annonçant la remise d'un quatrième mémoire, l'enquête pourrait encore continuer.

Ajoutons que M. Joseph Drioux a longuement conféré, dans l'après-midi, avec le docteur Darvieux, l'un des trois médecins légistes, relativement aux symptômes qui suivent la strangulation ou pendaison, et à l'origine du saignement constaté sur le cou d'Almèreyda, pendant l'autopsie.

Les allocations aux réfugiés et aux femmes de mobilisés vont être augmentées

En raison de la vie chère, le gouvernement vient de décider de porter à 1 fr. 50, au lieu de 1 fr. 25, l'allocation des réfugiés. Les enfants au-dessous de 10 ans qui, au début, recevaient 0 fr. 50, reçoivent actuellement 0 fr. 75 et ils touchent prochainement un franc.

L'allocation des femmes de mobilisés sera augmentée également, à partir d'octobre, dans les mêmes proportions.

Pour les réfugiés comme pour les femmes de mobilisés, cette décision aura vraisemblablement un effet rétroactif partant du mois d'août.

LA RATION DE VIN pour nos soldats

Nous avons dit que le ministre du Ravitaillement général, d'accord avec le ministre de la Guerre, a décidé d'élever à trois quarts de litre la ration journalière de vin du soldat actuellement fixée à un demi-litre.

Cette mesure entrera en application le 1^{er} janvier 1918. Toutefois, le ministre du Ravitaillement étudie actuellement le moyen d'avancer cette date dans toute la mesure du possible.

Le budget et les loyers

La commission du budget a terminé, hier, l'examen des douzièmes provisoires du 4^e trimestre de 1917. Le rapporteur général, M. Raoul Péret, a été autorisé à déposer son rapport. En ce qui concerne la question des loyers, la commission a émis l'avis que l'examen du projet de loi qui revient du Sénat soit renvoyé à l'examen d'une commission interparlementaire.

Le charbon pour le commerce et la petite industrie

Les commerçants et industriels parisiens qui consomment moins d'une tonne de charbon par mois pour l'exercice de leur commerce ou de leur industrie sont avisés que les autorités de Paris, en vue de maintenir à leur disposition les formules de questionnaire qu'ils auront à remplir en vue d'obtenir l'allocation de coupons de charbon.

Ces formulaires devront être adressés par eux en franchise postale au préfet de la Seine (service du charbon pour le petit commerce et la petite industrie) avant le 20 septembre.

Ils recevront ultérieurement, à domicile, les coupons qui leur auront été attribués.

Les syndicats commerciaux et la prorogation des baux

Les présidents des principaux syndicats de commerce, réunis au siège de la fédération des commerçants de Paris, se sont occupés des intérêts de la petite industrie, de la prorogation de tous les baux d'une durée égale à celle de la guerre et de la reconnaissance de la propriété commerciale.

Une grande réunion intercorporative aura lieu à ce sujet dans le courant de ce mois.

PROPOS D'ACTUALITÉ

L'âme stoïque

C'est une simple lettre d'un Français des pays envahis, une simple lettre d'un ouvrier, d'un soldat qui marie mieux l'outil ou le flingue et la plume ; mais cette lettre est si émouvante, empreinte de tant de vaillance, de résignation, de confiance en l'avenir, que je ne résiste pas au plaisir de la reproduire. La fermeté d'âme qu'elle reflète pourrait être un enseignement pour bien des gens.

Depuis trois ans, l'homme était séparé de sa femme et de ses filles demeurées au pays envahi. Celles-ci viennent d'être rapatriées. Il annonce l'heureuse nouvelle à la « chère maris » dont la bonté charitable a tant de fois soutenu son courage et consolé sa peine.

« Je viens de rentrer de permission de trois jours ; je viens de voir ma femme et ma petite famille. Je vous assure que c'est une belle joie pour moi. Ma femme a été rapatriée malade ; elle a été soignée à l'hôpital mixte de Cahors. Maintenant, ça va un peu mieux ; et elle est venue à Nanteuil-le-Haudouin, chez des amis qui ont été rapatriés-quelques temps avant elle. Je pense bien qu'elle va se remettre un peu, car elle n'est pas bien forte. C'est qu'elle est un peu souffrante de la faim, et n'a pas toujours eu à manger.

« C'est terrible de les entendre raconter ce qu'elles ont souffert avec l'ennemi. Je n'aurais jamais pu le croire ; mais, cette fois, j'en ai la preuve. Elles ont été rapatriées sans aucune peine, rien sur le dos. Il faut avoir un cœur dur pour faire des misères de la sorte à des femmes et à des petits enfants.

« C'est bien malheureux d'abandonner tout le mobilier, tout ce qu'on a tant de mal à pouvoir acheter, et de se trouver maintenant absolument sans rien. Enfin, je pense que Dieu me donnera la chance et la santé, et que je pourrai retourner chez nous après cette terrible guerre et travailler pour en racheter d'autres... »

Voilà l'âme de nos Français de la bas... Tout est perdu ?... Non ! Il reste l'espoir du retour, la volonté de travailler, de reconstruire le foyer détruit. Serez-vous rien de plus beau que ce stoïcisme, que cette énergie ?

Gens de l'arrière qui grognent parce que votre pain est un peu trop noir et votre sucre un peu trop roux, prenez-en donc de la graine !

Jean Lecoq.

LA GUERRE AÉRIENNE UNE OPÉRATION de repérage

Du front, Septembre. — Les communiqués britanniques relatent le travail des avions de chasse et de bombardement et chaque jour nous apporte l'écho, certes bien affaibli, des exploits sans nombre de nos valeureux alliés, exploits que signalent seulement les radios ennemis par : « regain d'activité des avions sur le front des Anglais ».

Un entretien que j'ai eu l'autre jour avec le lieutenant T..., l'un des as, puisqu'il a onze avions boches à son tableau, m'a mieux fait connaître le travail quotidien d'une escadrille de chasse anglaise, travail jalousement surveillé et dirigé par le capitaine J..., un des plus anciens hommes volants d'outre-Manche.

Organisation

— Grâce à une organisation très judicieuse de notre service aéronautique, me dit-il, une escadrille, chez nous, ne manque jamais de pilotes ou d'avions, malgré les pertes parfois sérieuses qu'elle peut subir au cours de combats ou de charges. Nous possédons, a-t-il ajouté, des appareils vraiment merveilleux que l'on perfectionne chaque jour cependant. Jugez-en plutôt : voilà dix-huit mois que je pilote sur notre front, c'est le cinquième modèle d'avion que je monte, modèle chaque fois plus adapté au genre de service auquel il est voué. Nos moteurs, très souples, sont capables de nous assurer une vitesse supérieure à celle de nos vieux modèles de « kisten ». Avec nos engins, nous pouvons tout tenter en toute confiance. Il n'y a pas toujours été ainsi et croyez bien que nous aurons été mis à une dure épreuve dans les premiers mois du conflit, où il faut l'avouer, nous étions inférieurs à nos adversaires. Ce temps n'est plus, et quand aujourd'hui encore j'ai appris que trois de mes amis étaient portés disparus, je suis certain qu'ils ont entraînés trois boches dans leur chute après en avoir descendu peut-être quelques uns avant. Les Allemands n'ont pas nous attaquer quand ils sont supérieurs en nombre et encore s'agit-il d'une victoire tactique, car nous sommes toujours pour leur donner l'avantage.

Le mois dernier à notre escadrille à quatre nous avons descendu sept appareils allemands et en avons contrainct une douzaine à atterrir brusquement dans les lignes ou entre les lignes.

Dans le secteur d'Ypres, où nous sommes, qu'avons-nous fait ? Rien que de très normal : descendre à cinq cents mètres de hauteur pour bombarder et mitrailler des unités d'infanterie en marche dans les rues de Westhoek, en marche d'artillerie ou des convois de munitions, pour dégrader l'infanterie, l'écarter.

Un quart d'heure d'enfer

Une dernière anecdote avant de vous quitter. C'était avant la veille de ce jour, que notre haut commandement avait choisi pour attaquer. Deux batteries d'artillerie lourde allemande ne cessaient de marteler une des grandes voies suivies par nos ravitaillements et gênaient les derniers préparatifs de cette opération dont on ne nous cachait pas la haute importance. Il fallait une brève nuit toute la matinée avait rendu inutiles les efforts des camarades pour régler les positions de ces batteries qu'il fallait repérer à tout prix. Nous connaissions seulement la direction. Notre escadrille de chasse est désignée pour ce repérage, car le temps pressait.

À quatre heures, trois camarades partent. A quinze heures, un seul revient, sans avoir pu reconnaître, les deux autres sont tombés touchés par les obus ennemis. A quinze heures, trois autres pilotes partent, deux seulement reviennent, toujours pas de résultats. Il est de toute utilité de remplir la mission confiée ; nous n'avons plus de temps à perdre : il est déjà seize heures quarante-cinq. Quelles angoissantes heures d'attente nous avons vécues. C'est mon tour de partir ; le capitaine J..., et mon frère partent également. Nous sommes chacun accompagnés d'un observateur, nous apportons notre mitraillette et aussi six bombes de 90. Nous volons à 3.500 mètres au-dessus du bois présumé de repère des 240 boches. Dès le passage de la ligne des tranchées ennemies, nous avons été salués de salves d'artillerie qui nous accompagnent encore ; les obus nous entourent, éclatent à quelques mètres seulement de nos avions, qui dansaient fortement. Nous descendons jusqu'à 500 mètres au-dessus des arbres ; les balles de mitraillettes sifflent ; j'entends leur éclatement se parfois alors qu'elles rencontraient la toile des ailes.

Nous redescendons un quart d'heure dans ces enfers. Enfin l'endroit recherché était découvert, nous avions été efflués, car de violentes explosions retentissaient, de la fumée montait jusqu'à nous. Tout à coup un obus vint toucher l'appareil de mon pauvre frère ; une aile se détacha, le restant de l'avion tournoya et vint s'accrocher aux branches des sapins de cette forêt maudite. A dix-huit heures quarante-cinq, nous rentrions au nid le capitaine et moi, ayant mis deux heures à faire les trente kilomètres de route. Nos appareils étaient criblés, la mission était remplie.

Notre Military cross, votre Légion d'honneur et votre croix de guerre sont venus me récompenser pour cette randonnée, dit-il, mais la médaille est une triste récompense, car elle ne peut que rappeler le souvenir de ce que j'ai vu, j'ai fait, j'ai souffert, j'ai travaillé pour deux. — D.

A TRAVERS PARIS

AUJOURD'HUI

113^e jour de guerre

Boucleries, charcuteries, Mds de volaille ouverts
Pâtisseries, Confectionneries et Chocolateries ouverts
Théâtres, Spectacles et Cinémas ouverts
Tramways et Métros circulent jusqu'à 11 heures
Bureaux de poste : fermés à 7 heures
Grands magasins : fermés à 7 heures

Un drame de la jalouse entre deux femmes

Rue d'Alsace, deux femmes, Marie Lemaire, 25 ans, et Antoinette Peysser, même âge, demeurant ensemble, 31, rue des Plantes, se sont prises de querelle à la terrasse d'un établissement, 208, avenue de Maine, et, tout à coup, Antoinette Peysser sortait un couteau de sa poche et en frappait sa compagne de plusieurs coups.

Marie Lemaire, grièvement blessée, est morte à l'hôpital Broussais où on l'avait transportée.

L'enquête a établi que le drame était dû à une vieille querelle dont le motif serait la jalouse. Antoinette Peysser a été envoyée au Dépôt.

Braconniers arrêtés

Des gardiens de la paix ont surpris, la nuit dernière, deux pêcheurs qui, dans une barque, près du Pont-au-Change, lançaient un filet. Sautant dans une embarcation, les deux gardiens s'élançaient sur les traces des braconniers et essayèrent de leur couper la retraite. Comme ceux-ci allaient leur échapper, ils les menacèrent de leur revolver : les braconniers se sont enfuyés.

Assomés et dévalisés pour un autre

M. Tournier, garçon de café, rentrant chez lui, dans la soirée de jeudi, fut assailli par un nommé Besson, habitant de la rue de Valenciennes, 142, rue Lamark, qui l'assomma à demi, le laissa pour mort sur la chaussée, après lui avoir enlevé son portefeuille. L'agresseur, arrêté, déclara avoir pris M. Tournier pour un autre.

Le balayeur irascible

Le Tunisien Ali ben Ossen, balayeur public, étant entré dans d'ordres chez un marchand de vins de la rue Charlot, ce dernier refusa de lui servir à boire. Furieux, le Tunisien se précipita sur les bouteilles de la vitrine qu'il jeta sur la chaussée en crevant la glace de la devanture et causa pour plus de 50 francs de dégâts.

Incendie rue Broca

Un incendie, d'une certaine gravité, éclatait, hier soir, à six heures, dans un atelier de serrurerie, 141, rue Broca. Malgré l'alarme vivement donnée, le feu se propagea à l'atelier de charpentes en bois de M. Le Cour.

Les pompiers, venus de deux casernes différentes, attaquèrent vigoureusement les flammes, dont ils se rendirent maîtres après une demi-heure de travail. Il n'y a pas eu d'accident de personnes. Les dégâts sont assez importants.

FAITS DIVERS

IV^e ARR. — Place de la Bastille, descendant d'un tramway en marche, Mme Pauline, 40 ans, demeurant 8, boulevard du Château, à Rueil, tombe et se fracture une épaule. Reconnue à son domicile.

XIII^e ARR. — Gare d'Yvry-Marchandises, le charretier Paul Frazath, 36 ans, demeurant 4, rue Corbillois, est pris sous son tombereau, le poids des marchandises ayant fait briser l'essieu. Le malheureux eut les deux jambes broyées. A la Pitié, dans la coma.

XX^e ARR. — Avenue Gambetta, un tramway tamponne un camion, conduit par M. Emile Cliron, 43 ans, demeurant 163, rue Saint-Martin. Ce dernier est projeté sur le sol et blessé à la tête. A Tenon.

Les camelots constituent un syndicat

M. Savoie, de la Fédération de l'alimentation, a réuni hier soir les camelots et les marchands ambulants à la maison du Syndicat, au 10, rue de la Chapelle, pour leur faire connaître les conditions de leur groupement. Le syndicat a été constitué.

LES TRIBUNAUX

Annulation d'un jugement de Conseil de guerre

Le 2 mars 1917, la Ligue des Droits de l'Homme signalait au ministre de la Justice le cas du soldat Louis Manouvrier, condamné par le conseil de guerre de la 72^e division d'infanterie à 10 ans de réclusion, à la maison d'arrêt militaire et à 5 ans d'interdiction de séjour, pour avoir dérobé et déshérité un livret militaire.

La Ligue faisait observer que des certificats médicaux attestent que Manouvrier, qui a pris part aux batailles de l'Yser pendant six mois, et qui a contracté la fièvre typhoïde au cours de ces luttes terribles, ne jouissait plus de la plénitude de ses facultés cérébrales, et que du reste, presque au lendemain de sa condamnation, il a été transféré dans un asile d'aliénés.

La Ligue demandait la révision, en vertu de l'article 471 du Code de Procédure.

Le chambre criminelle de la Cour de cassation, statuant en matière de révision, a cassé et annulé sans renvoi le jugement du conseil de guerre.

Les agents des P. T. T.

Le ministre du Commerce a reçu une délégation du conseil d'administration de l'Association générale des P. T. T. à laquelle il fit connaître les conditions de recrutement et de traitement des agents des P. T. T. et les conditions de leur service.

Il a été décidé que les agents des P. T. T. seraient recrutés par voie de concours, et que les conditions de leur service seraient fixées par le ministre du Commerce.

L'ANNIVERSAIRE de la bataille de la Marne

C'est demain dimanche, qu'à l'occasion du troisième anniversaire de la victoire de la Marne, le « Souvenir Français » fera célébrer en la cathédrale de Meaux une messe solennelle à la mémoire de nos glorieux soldats tombés dans nos plaines bariolées.

Cette cérémonie, à laquelle assisteront de nombreuses notabilités militaires et civiles, sera présidée par le cardinal Amet, archevêque de Paris, assisté par Mgr Marbeau, évêque de Meaux. Le discours sera prononcé par Mgr Touchet, évêque d'Orléans.

A l'issue de la cérémonie religieuse, l'après-midi, après une réception à l'hôtel de ville, les délégations du Conseil municipal de Paris, du Conseil général de la Seine, l'Association des combattants de la Marne au nombre de 250, auxquelles se joindront de nombreuses sociétés patriotiques locales, parisiennes et de la banlieue se rendront sur le champ de bataille, selon l'itinéraire fixé par la préfecture de la Seine-et-Marne, pour déposer des palmes et des couronnes à la grande tombe de Neuillonniers-les-Meaux, aux monuments de Barcy et d'Étrépy ainsi qu'au cimetière de Champsy décorés et pavés par la Société de protection des tombes militaires de l'arrondissement de Meaux qu'a présidé M. Lemaire, maire délégué, et par le « Souvenir Français » auquel les honorables de la Côte-d'Azur ont envoyé généreusement 1.600 palmes pour rendre un public hommage aux vainqueurs de la Marne.

La vente du chocolat

L'arrêté, pris en date du 18 août par le ministre du Ravitaillement général au sujet de la vente du chocolat, est entré en vigueur le 5 septembre.

Eu égard à la nécessité légitime de faciliter aux fabricants et commerçants l'écoulement de leurs stocks existant à la date de l'application de l'arrêté, le ministre du Ravitaillement général a décidé que, par mesure transitoire, ces stocks pourront être vendus à des prix supérieurs à ceux établis par l'arrêté jusqu'au 30 septembre inclus, sous condition qu'ils auront été déclarés avant le 11 septembre au préfet de police pour le département de la Seine et aux préfets dans les autres départements.

ÉCHOS

A l'occasion du glorieux anniversaire de la bataille de la Marne, le maréchal Joffre a reçu une délégation des membres du comité de la Société des médailles militaires et a accepté des mains de leur président, M. Ternaux-Compans, une médaille militaire ornée de brillants et un diplôme d'honneur de la Société.

En réponse aux quelques paroles émues que lui a adressées le président, le maréchal a assuré la Société des médailles militaires de l'intérêt qu'il portait tout spécialement à leurs orphelins.

M. Maurice Violette, ministre du Ravitaillement, est parti, hier soir, en Savoie ; son déplacement durera trois jours.

Le capitaine Raoul-Alexis Frot est nommé chevalier de la Légion d'honneur avec la belle citation que voici :

Capitaine à titre temporaire (active) au 8^e régiment mixte de zouaves-tirailleurs (2^e compagnie du 4^e régiment de zouaves) : Officier énergique, et plein d'allant, ayant beaucoup d'autorité. Au front depuis le début de la campagne, s'est toujours fait remarquer par son combat par sa brillante conduite et ses belles qualités militaires. Grièvement blessé, le 23 mai 1917, au cours d'un violent bombardement, déjà trois fois blessé et cinq fois cité à l'ordre.

Le capitaine Frot, qui est déjà décoré de la Médaille militaire et qui avait commencé la campagne comme sergent, est le beau-fils d'un de nos excellents employés, M. Jules Guillaume.

Le brigadier Honoré Barget, de la 101^e batterie du 22^e d'artillerie, a été cité à l'ordre du jour dans les termes suivants :

« A assuré le fonctionnement du téléphone durant les opérations du 13 au 20 août 1917 et n'a pas hésité à porter des messages sous de violents bombardements quand malgré tous ses efforts les liaisons téléphoniques étaient coupées. »

M. Barget appartenait à l'administration du Petit Journal au moment de la mobilisation.

A l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance du Brésil, et avant de rejoindre la grande République latine où il part combattre la propagande allemande, M. Irineu de Mello Machado a fait, hier, une brillante conférence, précédée d'un déjeuner au cercle républicain. Ce grand ami de la cause française recueillit un très vif succès.

On nous annonce le décès du colonel d'artillerie Chauchat, qui vient de mourir subitement au cours d'une mission. Officier de très grande valeur technique, le colonel Chauchat s'était spécialisé dans les questions d'armes portatives et plus spécialement d'armes automatiques. C'est à lui que le pays est redevable du fusil-mitrailleur, qui rend aujourd'hui, sur le front, les services que l'on sait.

Un botaniste distingué, l'abbé Hamon, a composé un opuscule dans lequel il expose sa méthode. Il y prouve que de simples tisanes sont capables de guérir sans régime les maladies dites incurables : Diabète, Albuminurie, Coeur, Reins, Foie, Vessie, Rhumatismes, Entérites, Névroses, Estomac, Artériosclérose, Tuberculose, Anémie, etc. Env. grat. et fco de cet opuscule. Ec. : Laborat. de l'abbé Hamon, St-Omer (P.-C.).

— Craignez rien, répond Fauchoux, nous allons déléguer les oiseaux sans nous exposer.

— Comment ?

— Vous allez voir... c'est simple comme bonjour.

Suivi de quatre soldats et de moi, bien entendu, il a pénétré dans le vestibule de la maison... Au fond d'un couloir s'ouvre une petite porte donnant sur un hangar rempli de paille et d'instruments agricoles. Fauchoux emprunte à un camarade un briquet à essence, allume un journal qu'il a pris dans sa mallette et lance sa torche de papier au milieu du hangar.

Une petite flamme claire ne tarde pas à s'élever, léchant les murs, avec un orpèclement sec ; elle s'étend, court sur le sol de tous côtés et bientôt c'est une fournaise qui ronfle avec fureur.

« I creux qui nous pouvons nous en retourner, dit Fauchoux, en se dirigeant vers le vestibule. »

Dés que nous avons rejoint l'adjutant, celui-ci, qui nous a suivis des yeux, félicite mon camarade.

— Bonne idée, dit-il... N'est-ce pas ? fait Fauchoux... Vous allez voir comme ils vont décaniller dans un instant.

Les Boches, qui sont toujours au premier étage de la maison, ne se doutent pas encore du danger qui les menace et continuent à tirer. Pour nous attendre, ils se penchent parfois aux fenêtres et rentrent vivement des que nous les mettons en joue.

(A suivre) ARNOUD GALOPIN

M. LLOYD GEORGE a toujours confiance en la Russie

Il affirme également que les sous-marins n'abattront pas l'Angleterre

Londres, 7 Septembre. — M. Lloyd George, premier ministre, a reçu aujourd'hui le diplôme de citoyen honoraire de Birkenhead, où une réception enthousiaste lui a été faite.

M. Lloyd George, prenant la parole, a dit :
Les docks de Birkenhead sont toujours pleins d'animation, malgré les sous-marins allemands, et je le dis sans esprit de vanité, car ces docks resteront pleins de vie jusqu'à la fin de la guerre. Toute la cause des Alliés et de la liberté du monde dépend de notre suprématie sur mer et je suis sûr que nous ferons plus que maintenir cette suprématie.

En somme, l'Etat allemand et la presse allemande se sont trouvés dans un grand embarras pour expliquer à leur peuple que les chiffres que j'ai donnés récemment à la Chambre des communes au sujet de la guerre sous-marine et de la rapidité de nos constructions maritimes étaient inexacts.

Les chiffres que j'ai donnés sont absolument exacts et cela met fin aux espoirs de victoire de l'ennemi. Je suis absolument convaincu que les sous-marins allemands ne seront jamais capables d'abattre la puissance de notre empire ou de réduire, au moyen de leurs plus grands efforts, les espérances de l'Alliance.

Soyons patients avec la Russie

On doit avoir avec les nouvelles récentes de Russie ne sont pas bonnes et qu'elles sont inquiétantes, mais j'ai toujours pensé depuis que la Révolution russe, que celle-ci ait pu pour effet de retarder la victoire.

Je m'étais attendu à un rétablissement plus rapide de la Russie, mais malgré tout, nous devons avoir patience.

Si la Russie était lette et humiliée sous la direction du gouvernement révolutionnaire, de grands territoires russes seraient occupés par l'ennemi, et beaucoup d'entre eux arrachés pour toujours des flancs de la Russie. Parant de Riga, qu'ils capturent et y a quelques heures, les Allemands la nomment « la ville allemande de Riga ».

Le crédit des gouvernements démocratiques, russe et autres, est en danger. Aucun système ne pourrait facilement oublier un système de gouvernement qui ne fut pas capable de défendre le pays natal contre l'envahisseur.

C'est pas une des moindres gloires de la République française que ses fils, mal équipés, morts de faim et sans vêtements, aient pu repousser les armées de l'envahisseur et maintenir la France libre.

Nous ne devons pas oublier que les chefs russes repèrent une machine qui s'est brisée, et cela, sous le feu de l'ennemi. Ils s'achèvent de réparer les conséquences de siècles de mauvaise administration : ils doivent être patients et pleins de confiance qu'enfin ils réussissent. Ils savent bien que si les armées du Kaiser arrivent à Petrograd, ce ne sera pas pour y établir un régime de liberté. Ils savent que c'est par la force que nous aurons la liberté, mais qu'ils ne sauraient pas défendre ce régime avec des guillemets. Le glorieux prussien les détruirait rapidement.

Les causes de la défaite

M. Lloyd George dit qu'il n'est pas tant préoccupé par l'effet de cette défaite sur le

LES GRANDS-DUCS et d'autres personnages seraient expulsés

Petrograd, 7 Septembre. — Les journaux du matin confirment que le gouvernement a décidé de créer à Petrograd une administration civile spéciale chargée, outre de maintenir l'ordre, d'empêcher la panique et d'arrêter, à leur arrivée, les émigrés provenant des régions menacées par l'ennemi.

De nombreux personnages de l'ancien régime, actuellement détenus dans la forteresse de Saint-Pierre-et-Paul, seraient probablement expulsés de Russie. Les journaux citent : le général Gourko, le docteur tibétain Badmaïeff, ami de M. Protopopov ; Mme Virobova, dame d'honneur de l'impératrice et amie de Rasputine ; M. Manouïloff, ancien secrétaire de M. Sturmer ; M. Khouloff, ancien ministre ; le général Voyeïkoff, ancien commandant du palais.

Suivant le *Novoye Vremia* les grands-ducs Michel et Paul Alexandrovitch seraient également expulsés.

Petrograd dans la zone des armées

Petrograd, 7 Septembre. — Les journaux disent que, par suite de la rectification du front entraînée par le recul de l'armée de Riga, Petrograd se trouve maintenant dans la zone des armées. La présence du gouvernement et des services administratifs empêchant l'application de la juridiction militaire dans la capitale, le gouvernement a l'intention de créer une administration civile spéciale, chargée notamment du maintien de l'ordre public.

M. Kerensky rend hommage aux officiers russes

Petrograd, 7 Septembre. — M. Kerensky, ministre-président du gouvernement provisoire, a publié un ordre du jour en date du 5 septembre, où sont signalés les vertus qui ont motivées le corps d'officiers depuis le début de la Révolution.

Les officiers russes démontrent qu'ils sont les vrais fils de leur peuple. Dès les premiers jours de la Révolution, les officiers durent supporter beaucoup de reproches immérités, d'insultes injustes, de la défection. Les officiers, malgré cela, ont tenu bon, ils ont fait preuve d'un héroïsme qui valut des sacrifices glorieux à tout le personnel du commandement des différentes unités. Le gouvernement prêterait tout son appui aux officiers qui n'ont rien et qui ne se plaignent d'aucune privation, malgré la situation économique très aggravée.

Le haut commandement russe

Petrograd, 7 Septembre. — Le bruit a couru, à la suite de la perte de Riga, d'un changement possible dans le haut commandement.

Le gouvernement a résolu de réunir un conseil militaire spécial et les ministres proposent de convoquer à cet effet les généraux Roussky, Alexieff, Broussiloff et Dmitrieff. — (Radio).

COMMUNIQUÉS DES ALLIÉS

BRITANNIQUES

Après-midi du 7 Septembre. — Un de nos détachements a attaqué, cette nuit, un poste ennemi à l'ouest de Quent et ramené une mitrailleuse. Des coups de main allemands ont été entièrement repoussés près de Lens et au nord-est d'Armentières.

L'ennemi a contre-attaqué avec violence, dans la soirée, les positions envahies par nous au nord de Frenenberg au cours des opérations de détail signalées hier. Nos détachements ont dû se replier sur notre ligne.

Activité de l'artillerie allemande, au cours de la nuit, vers Lens et la route Ypres-Menin.

7 Septembre, 22 heures. — Sur le front de Lens, nous avons fait légèrement progresser nos lignes d'avant-postes à Avion et à l'est d'Eleud-Leuvenette. L'artillerie allemande a montré moins d'activité au cours de la journée, sauf à La Basse-Ville et à l'est et au nord de Messines, où nos positions ont été bombardées.

BELGE

Pendant les journées des 6 et 7 Septembre, la lutte d'artillerie a été assez vive dans les régions de Namur, de Dinant et de Liège. L'ennemi a conservé son caractère habituel d'intensité sur le front de l'ennemi. L'ennemi a continué à bombarder nos communications et à lancer des obus asphyxiants à l'ouest de Namur. Pendant les deux dernières nuits, des combats de patrouilles ont lieu au nord de Rille. Malgré le temps défavorable, notre aviation a effectué de nombreux vols et a mitraillé les troupes allemandes entre Schoorbeek et Flémalle.

ARMÉE D'ORIENT

6 Septembre. — Lutte d'artillerie assez violente dans la région de Tardar, notamment sur la rive gauche où l'artillerie britannique continue ses tirs de destruction sur les ouvrages ennemis.

Entre les lacs de Presba et d'Ochrida, l'ennemi a prononcé sur les positions russes deux attaques successives dont la première a complètement échoué. La deuxième lui a permis de prendre pied dans quelques éléments de tranchée avancée.

L'activité de nos aviateurs

(Officiel français.) — 7 Septembre, 14 h. Trois avions allemands ont été abattus dans les journées des 5 et 6 septembre à la suite de combats aériens ; deux autres appareils ont été contraints d'atterrir dans des parcs.

Dans la nuit du 5 au 6 septembre, nos escadilles ont lancé 1.100 kilos de projectiles sur la gare de Thionville et 1.400 kilos sur celle de Woippy.

Deux avions et un ballon allemands abattus

(Officiel britannique.) — 7 Septembre, 23 heures. — Le mauvais temps a entravé dans la journée du 6 une diminution de la grande activité aérienne des deux jours précédents. Un certain nombre de bombardements ont été toutefois exécutés et plus de cent bombes jetées sur divers objectifs. Deux avions et un ballon allemands ont été abattus et deux autres avions contraints d'atterrir dans des parcs. Un des nôtres n'est pas rentré.

LES SOCIALISTES de Belgique contre Stockholm

(Du correspondant du Petit Journal)
Le Havre, 7 Septembre. — Le texte du manifeste des socialistes de Belgique vient seulement d'être connu.

« Au début de la guerre, dit-il, le parti socialiste belge proclama que la démocratie sociale n'était pas responsable, que le prolétariat belge ferait tout son possible pour arrêter l'invasion de la Belgique et ce d'autant plus ardemment qu'en défendant la neutralité et l'existence de leur pays contre la barbarie militariste, il avait conscience de servir la cause de la démocratie et des libertés politiques de l'Europe. Après trois ans de tristesses sans nombre et de terribles souffrances, la classe ouvrière de Belgique peut affirmer avec fierté devant le prolétariat du monde qu'elle est restée fidèle aux principes proclamés à la première heure.

Dans les pays neutres, l'opinion socialiste a une opinion publique a épousé la cause de Belgique mais si l'on peut comprendre que les gouvernements de ces pays aient tenté de la soustraire à la tourmente, il reste incroyable que les sections de l'Internationale n'aient pas pris position dans le conflit d'une manière plus nette en dénégant les actes des puissances centrales et des partis socialistes de celles-ci, et qu'elles se soient réfugiées également derrière de vagues formules qui évitent de déterminer les responsabilités.

Reconnaissance

La classe ouvrière belge doit le courir d'un amour et d'une admiration sans limites pour la France héroïque, sera éternellement reconnaissante à l'Angleterre pour avoir respecté les traités et sauvé son indépendance, au lieu de jouer sans courage comme les neutres le rôle de Ponce-Pilate que certains socialistes lui recommandaient.

Les ouvriers belges n'oublient pas l'attitude de certains socialistes neutres, le Suisse Greulich, offrant 100.000 francs aux socialistes italiens pour la propagande contre la guerre (offre d'ailleurs refusée) ; le scandinave voyage en Belgique sous l'égide de l'occupant de militants scandinaves, qui évitent soigneusement de s'opposer à la formation de la Belgique, et ce dans le but de tromper l'opinion publique internationale ; la récente tentative de Grimm d'amener une paix séparée entre la Russie révolutionnaire et l'Autriche prussienne ; enfin l'action de Troelstra, président du Comité hollandais-scandinave, recevant les activistes flamandistes.

Le manifeste dénonce ensuite le programme équivoque et systématiquement hypocrite de la majorité socialiste allemande à Stockholm.

Contre les manœuvres pacifistes

« Nous voyons, dit-il, avec tristesse, en France, en Italie et en Angleterre, des camarades socialistes se laisser aller à des manœuvres pacifistes et nous ne pouvons comprendre leur aveuglement et leur obstination à croire que l'Europe peut être délivrée du cataclysme de la guerre, en traitant avec des puissances autocratiques et militaristes. Aux neutres, nous dénonçons le droit de faire parade de sentiments de pitié et d'humanité, mais aux pacifistes de France, d'Italie, de Grande-Bretagne et de Russie nous croyons avoir le droit de dire : « Vos souffrances ne sont rien à côté des nôtres, vos peuples travaillent et combattent pour eux-mêmes ; ils sont mieux nourris, mieux vêtus, mieux chauffés que le nôtre ; ils ont des sources de satisfaction morale d'un prix inestimable. Malgré tout notre peuple ne veut pas d'une paix boiteuse ; il désapprouve toute agitation qui aurait pour résultat de semer des illusions, le doute, la fatigue ou le découragement parmi les camarades de front, qui accomplissent la tâche si rude et si noble de libérer l'humanité des forces du passé. »

« Fermé à cause du deuil de la nation »

Londres, 7 Septembre. — On mande d'Amsterdam à l'Exchange Telegraph que Guillaume II s'est rendu à Bruxelles la semaine dernière, en route pour le front des Flandres. A cette occasion, on a demandé aux habitants de Bruxelles, mais les Belges ne répondirent pas à cette invitation. Guillaume II traversa deux fois, en voiture, les rues vides de monde, mais remplies de soldats et d'agents de police. De nombreuses maisons avaient clos leurs volets, avec cette inscription : « Fermé à cause du deuil de la nation. » — (Daily Mail).

L'Allemagne veut une base sous-marine en Hollande

New-York, 7 Septembre. — On annonce ici, dans les cercles diplomatiques, que l'Allemagne fait pression sur la Hollande afin d'obtenir l'autorisation de se servir des eaux hollandaises pour le libre passage et le séjour de ses sous-marins.

L'Allemagne demande l'accès libre de la Scheldt, qui sépare la Hollande et la Belgique et relie Anvers à la mer. En échange de cet avantage, l'Allemagne promet des privilèges commerciaux après la guerre. — (Chicago Tribune).

VON KUEHLMANN fait bonne impression à Vienne

Amsterdam, 7 Septembre. — Un télégramme de Vienne à la *Frankfurter Zeitung* dit que au sujet de la visite de von Kuehlmann à Vienne, que son attitude calme et ferme a fait bonne impression.

Les terroristes boches au Canada

Montréal, 7 Septembre. — D'après une information du *Daily Express*, la police a déjà emprisonné 16 personnes accusées d'avoir pris part aux troubles anarchistes et aux manœuvres contre la conscription. Des documents trouvés en leur possession indiquent qu'un véritable complot avait été ourdi par certains notables de Montréal étroitement affiliés à des organisations allemandes.

Quelques individus avaient été chargés de l'exécution des ordres d'assassinat. L'or allemand devait servir à la réalisation des plans.

CHEZ LES BOCHES

Précautions contre les avions de Francfort

La Haye, 7 Septembre. — Une ordonnance de la police de Francfort ordonne que les maisons, cafés, restaurants, magasins, fabriques doivent être, dès la tombée du jour, plongés dans l'obscurité totale, à cause du danger des attaques aériennes.

CE QUE DIT LA PRESSE

LA QUESTION DE L'ALSACE-LORRAINE

Du *New-York Globe* :
Est-il possible que le kaiser soit assez aveugle pour supposer que l'autonomie de l'Alsace-Lorraine dans l'empire autocratique, édictée par un duc prussien, puisse signifier autre chose qu'une lugubre farce ? Est-il possible qu'une autonomie de ce genre satisfasse les Alsaciens ? Les Alsaciens sont Français, malgré quarante-six ans de joug allemand ; mais le peuple tout entier ressent les effets de l'Allemagne que leur pays soit traité comme un pays conquis ou élevé à la dignité de duché autonome.

LE BLOCUS EST ENFIN RIGOREUX

Du *Daily Mail* :
Il n'y a plus pour ainsi dire de commodité de quelque importance dont l'exportation ne soit interdite des Etats-Unis, à moins d'une licence du gouvernement.

Voilà la bonne façon de procéder, et plus le président mettra de fermeté à suivre ce plan, plus la situation de l'ennemi s'aggravera et plus sa puissance de combat faiblira.

LA PRUSSE ET L'ALLEMAGNE

De la *Volksstimme* (organe socialiste de Saxe) :
Le militarisme que les puissances occidentales prétendent combattre n'est pas le militarisme allemand, mais au contraire le militarisme prussien. Ce n'est pas la domination de la réaction allemande qu'ils prétendent vouloir briser, mais le féodalisme prussien, les hobereaux prussiens.

C'est dans le domaine des mœurs, car le Junker, avant la guerre, était le maître et, aujourd'hui encore, il s'efforce d'influencer de façon décisive la politique allemande. Qu'on songe à l'immortalité du nouveau chancelier par les pangermanistes, à la débauche de l'ancien chancelier, à la retraite de Groener. C'est pourquoi la question du régime électoral de la Prusse intéresse tous les Allemands ; c'est pourquoi la suppression du système actuel est considérée dans tous les pays comme favorable à la paix.

LA NOTE DE M. WILSON ET L'OPINION ESPAGNOLE

Du *Diario Universal* :
Loin de proposer la paix pour le moment, la réponse de M. Wilson au Pape est une déclaration de guerre irréductible au militarisme prussien. Et il ne s'agit pas d'un jugement provoqué par les propositions du Pape, mais de l'expression nouvelle de réflexions mûries au cours de ces derniers jours.

C'est ce qui leur donne encore plus d'autorité et d'importance. Aussi, qu'on pense du contenu de cette réponse, est-on obligé de reconnaître qu'elle porte une atteinte au mouvement d'union européenne et donne un appui moral et matériel immense aux Alliés.

NOUVEAU DIRIGEABLE ITALIEN

Du *Corriere della Sera* :
On vient de construire à Milan un nouveau type de dirigeable qui peut naviguer jusqu'à 6.000 mètres et même dépasser cette hauteur. Il peut soulever à l'altitude normale de combat un armement complet de deux à trois tonnes.

Il peut voler à une altitude de 3.000 mètres, à une vitesse de 100 kilomètres à l'heure ; il peut monter et descendre avec des vitesses qui, à une altitude considérable, sont supérieures à celles de l'importance quel qu'il soit.

En ce sens, les caractéristiques, le nouveau type d'aéroplane peut effectuer des opérations d'une grande efficacité sur des objectifs que les avions ne pourraient atteindre et il peut échapper aux attaques ennemies non seulement en agissant par surprise, mais aussi, en volant et en naviguant, même pour une longue durée, à une hauteur très considérable où la défense ennemie devient pratiquement peu efficace.

UN INCIDENT AU RACING CLUB

De l'Auto :
Les incidents dont nos confrères politiques ont eu à se faire l'écho ces temps-ci vont-ils avoir leur répercussion dans notre monde des sports ?

Nous croyons savoir qu'un certain nombre de racineurs, émus du grand nombre de candidatures étrangères qui se sont produites depuis la guerre, ont l'intention de poser à ce propos une question aux dirigeants du club.

Obsèques du colonel de Loys

Genève, 7 Septembre. — Les obsèques militaires du colonel de Loys ont eu lieu cet après-midi à la cathédrale de Saint-Pierre en présence du général Wille, de nombreux officiers supérieurs, du conseiller fédéral Decoppet, chef du département militaire, du colonel Sprecher, chef d'état-major général et au milieu d'une foule recueillie. — (Havas).

Violent orage dans la région de Pau

(Du correspondant du Petit Journal)
Pau, 7 Septembre. — Plusieurs orages d'une violence extrême ont été observés dans la région, causant d'importants dégâts et provoquant des incendies. Les points particulièrement dévastés sont : la plaine de Nay-Pontacq, Labatmale, Lannemezan, Saulx-de-Naves et les coteaux de Pau.

300 moutons tués par la foudre

(Du correspondant du Petit Journal)
Briancçon, 7 Septembre. — Un orage très violent a éclaté dans la nuit de jeudi à vendredi. Trois cents moutons qui paissaient au Grand-Chervat, appartenant à des habitants des Alpes, ont été tués par la foudre. Les pertes sont évaluées à 25.000 francs.

Condamnation à mort

(Du correspondant du Petit Journal)
Angoulême, 7 Septembre. — La cour d'assises de la Haute-Vienne a condamné à mort, la peine de mort contre Augustin Tissier, propriétaire à Tournay, qui le 29 avril dernier, tua d'un coup de fusil à bout portant son voisin, M. Furet, permissionnaire du front, auquel il avait donné une haine mortelle depuis que la victime avait acheté une propriété dont Tissier jouissait auparavant.

Autour de Paris

SEINE-ET-MARNE

Meaux. — MM. Gaudel, procureur de la République, et Fournier, juge d'instruction, assistés de M. Leconte, greffier, se sont transportés à la gare de Coulmy-Saint-Germain pour y enquêter sur le vol de 420 francs commis la nuit du 14 au 15 septembre dans le bureau de M. Edouard Albert, chef de gare, au préjudice de la Compagnie de l'Est.

Orléans. — Pris d'une congestion en suivant la rive de l'Oise, M. Pierre Fauriol, 60 ans, est tombé dans la rivière. Repêché aussitôt, il a été transporté à l'hôpital, mais il y est mort.

Freney-en-Thelle. — Mme Blanche Cuvelier, 50 ans, s'est jetée dans une citerne, non loin de chez elle. Ses vêtements furent retrouvés au bord de la citerne. Elle était mariée.

Neire-Dame-du-Thil. — Mme Parguier, la dévouée victime de la tentative de meurtre que le *Petit Journal* a relatée, a fait une maigre récolte de signatures pour la constitution d'un comité de secours, nommé qui lui fut donné à la suite de l'assassinat, commis le 10 juin 1917, de la veuve Denizot et son petit-fils, Roger Denizot. Les deux accusés furent condamnés à mort. La famille de la victime d'aujourd'hui ne voulait pas qu'elle allât dans cette maison. « Tu vas te faire assassiner », lui disaient ses amis. On sait qu'elle n'est pas allée de son plein gré dans cette maison.

La vie reprend doucement à Péronne

(Du correspondant du Petit Journal)
Amiens, 7 Septembre. — La ville de Péronne, qui depuis le début de la bataille de la Somme, était complètement évacuée, cherche à reprendre petit à petit depuis le recul des Allemands. Actuellement trois cents habitants environ — Péronne en comptait près de 5.000 — s'y sont tant bien que mal réinstallés dans les habitations les moins démolies. Il est à noter que pas une seule maison de Péronne n'est intacte. Beaucoup de Péronnais demandent encore le retour au pays. Mais il n'y a plus actuellement aucune maison habitable ou même réparée et satisfaction n'y peut être donnée.

Le train unique qui conduit à Péronne part d'Amiens le soir. Unique également le train qui ramène les voyageurs et le part de Péronne le matin. Les Péronnais qui veulent se rendre dans leur cité doivent donc y passer deux nuits. Il n'y a naturellement aucun hôtel et ils couchent dans un dortoir public divisé en deux parties : une pour les hommes, l'autre pour les femmes. Cet abri est situé à l'entrée de la ville. Parmi les établissements qui ont ouvert ce qui leur reste de portes, on cite une boucherie, une boulangerie, un marchand de nouveautés, un plombier, un menuisier, un serrurier, un peintre, un restaurant improvisé par le propriétaire d'un hôtel où eurent lieu nombre de banquets officiels et qui est en ruines comme le reste, et le café du Commerce tout proche de l'hôtel de ville.

L'administration municipale est représentée par MM. Roguet, premier adjoint, et Caron, commissaire municipal. Le sous-préfet est installé dans le quartier des Minimes ; on sait que les bâtiments de la sous-préfecture ont été incendiés par les Allemands lors de leur première entrée à Péronne. La Chambre de commerce a déjà tenu sa première réunion et émis le vœu que des avances soient faites aux habitants pour qu'ils puissent se loger en faisant construire des baraques en ciment armé.

La coopération du Japon et des Etats-Unis

Washington, 7 Septembre. — M. Lansing a reçu hier le vicomte Ishii, entamant ainsi les négociations entre le gouvernement américain et la mission japonaise.

La question de la fourniture des aciers destinés à permettre au Japon d'exécuter un vaste programme de constructions maritimes et d'autres questions touchant la situation industrielle et économique du Japon forment les principaux points des négociations.

Les Etats-Unis espèrent que les sujets politiques et diplomatiques n'affectant pas le programme commun de guerre seront momentanément écartés et que les négociations seront exclusivement consacrées à assurer une pleine coopération.

Le Japon déclare que, si on l'aide à se procurer les aciers nécessaires, cela lui permettra de lancer des navires à une date beaucoup plus rapprochée et qu'il consacra la plupart de ces navires à augmenter le tonnage allié disponible dans l'Atlantique.

Près de 12 milliards votés pour la guerre

Washington, 7 Septembre. — La Chambre a voté hier, à l'unanimité, une loi ramifiant l'émission de bons du trésor de 11 milliards 539 millions pour la poursuite de la guerre.

Le Kaiser tente de justifier ses touches manœuvres

Bâle, 7 Septembre. — Une note inspirée, publiée par la *Gazette de Voss*, reconnaît l'authenticité des télégrammes échangés en 1904 entre le Kaiser et le Tsar. Elle essaie de justifier cette correspondance qui, dit-elle, fut amenée par des difficultés d'approvisionnement en charbon de la flotte russe par des navires allemands pendant la croisière de 1904 vers l'Extrême-Orient.

Le Kaiser annonce le fait à l'ex-Tsar qui aurait répondu en proposant de conclure un traité formel entre la Russie et l'Allemagne. Le chancelier et le secrétaire d'Etat donneront leur assentiment à cette correspondance motivée uniquement par le désir du Kaiser de se défendre contre la pression de l'Angleterre et de maintenir la paix.

Hindenburg échappe à un accident

Ludendorff légèrement blessé

Bâle, 7 Septembre. — Le bruit a couru avec persistance, ces derniers temps, en Allemagne, que le général Ludendorff était gravement malade.

Une note officielle de Berlin expose que le bruit qui ramenait Ludendorff, le 19 août au soir, du front des Flandres, eut une collision, en effet, avec un train de munitions, dans une gare près de Bruxelles ; l'accident aurait été causé par une erreur d'aiguillage.

Ludendorff et les officiers qui l'accompagnaient furent légèrement blessés par des débris dans leur wagon qui fut renversé par la locomotive du train tamponné, mais aucun ne fut mis en état d'incapacité de servir.

La note ajoute que le maréchal Hindenburg était aussi dans ce train, mais non l'empêchant qu'il était sur le front oriental.

Victoire italienne en Tripolitaine

Rome, 7 Septembre. — L'agence Stefani publie la note suivante :

Le gouverneur de la Tripolitaine, suivant un plan établi d'avance, a donné au général Cassini l'ordre de partir de Zuara pour opérer contre les mahalla rebelles qui s'étaient reconstitués à l'est de Zuara, au delà d'Agila.

Notre colonne est partie le 3 septembre de Zuara et le lendemain, elle s'est rencontrée près d'Agila avec les rebelles au nombre d'environ 5.000, avec cinq canons et commandés par des officiers turcs.

L'ennemi a été repoussé et défait après un combat acharné qui a duré de 8 heures à 11 heures du matin.

Enfin, un grand combat, un drapage ottoman, deux heures d'artillerie, 487 fusils, 20 caisses d'artillerie, 26 caisses de munitions, 3 chevaux et d'autre matériel.

Les pertes infligées à l'ennemi sont très sérieuses : environ un millier de morts ; nos pertes ne sont pas importantes.

L'élan, la hardiesse de nos troupes ont été admirables.

La colonne Cassini poursuit sa tâche en conformité avec le plan établi.

Le double jeu de M. Scheidemann

Bâle, 7 Septembre. — Dans le Vorwarts, M. Scheidemann, qui affecte par intermittences, de prendre une attitude lui permettant à l'occasion de proclamer son indépendance vis-à-vis du gouvernement, reproche au docteur Michaelis de n'avoir pas toujours tenu ses engagements politiques, annexionnistes des conservateurs et des pangermanistes ; ses réticences, l'ambiguïté de ses discours, son mutisme sur la question belge, ne permettent pas de rendre claire l'opinion sur la politique qu'il veut suivre.

M. Scheidemann, qui s'empresse d'affirmer que personne en Allemagne ne veut une paix à tout prix, dévalise encore plus nettement le fond de sa pensée en disant que les fautes du chancelier sont surtout regrettables au point de vue de l'opinion étrangère et il indique la réponse au pape comme une excellente occasion de les réparer.

La mer rejette des cadavres sur la côte danoise

Copenhague, 7 Septembre. — Les corps d'un officier allemand de marine, d'un officier aviateur de marine allemande et d'un officier aviateur anglais ont été rejetés par la mer sur une plage de la côte ouest du Jutland.

Le corps de l'officier de marine allemand, qui portait une grande décoration, a été identifié : c'est celui du lieutenant de vaisseau de Glimpt, de la flottille de sous-marins des Flandres.

L'officier le plus ancien des chalutiers allemands échoués après le combat naval sur la côte ouest du Jutland, a fait hier un rapport au ministre de la Guerre à Copenhague. Dans ce rapport il proteste contre l'internement.

Il est probable que les équipages allemands qui se trouvent provisoirement à Ringkøbing seront internés en Fionie. — (Havas).

LES SOCIALISTES de Belgique contre Stockholm

(Du correspondant du Petit Journal)
Le Havre, 7 Septembre. — Le texte du manifeste des socialistes de Belgique vient seulement d'être connu.

« Au début de la guerre, dit-il, le parti socialiste belge proclama que la démocratie sociale n'était pas responsable, que le prolétariat belge ferait tout son possible pour arrêter l'invasion de la Belgique et ce d'autant plus ardemment qu'en défendant la neutralité et l'existence de leur pays contre la barbarie militariste, il avait conscience de servir la cause de la démocratie et des libertés politiques de l'Europe. Après trois ans de tristesses sans nombre et de terribles souffrances, la classe ouvrière de Belgique peut affirmer avec fierté devant le prolétariat du monde qu'elle est restée fidèle aux principes proclamés à la première heure.

Dans les pays neutres, l'opinion socialiste a une opinion publique a épousé la cause de Belgique mais si l'on peut comprendre que les gouvernements de ces pays aient tenté de la soustraire à la tourmente, il reste incroyable que les sections de l'Internationale n'aient pas pris position dans le conflit d'une manière plus nette en dénégant les actes des puissances centrales et des partis socialistes de celles-ci, et qu'elles se soient réfugiées également derrière de vagues formules qui évitent de déterminer les responsabilités.

Reconnaissance

La classe ouvrière belge doit le courir d'un amour et d'une admiration sans limites pour la France héroïque, sera éternellement reconnaissante à l'Angleterre pour avoir respecté les traités et sauvé son indépendance, au lieu de jouer sans courage comme les neutres le rôle de Ponce-Pilate que certains socialistes lui recommandaient.

Les ouvriers belges n'oublient pas l'attitude de certains socialistes neutres, le Suisse Greulich, offrant 100.000 francs aux socialistes italiens pour la propagande contre

